



Centre d'hébergement et de réinsertion sociale  
Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et le décret du 16 août 1901

**Siège social : 63, rue Vercingétorix – 75014 Paris**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE 2017**

Exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2017



**P C A Conseils**

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

---

11, rue Laugier - 75017 PARIS - Téléphone : 01 42 27 87 70 - Télécopie : 01 42 12 96 97

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2017**

Aux membres de l'Assemblée Générale,

### **I. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration du 15 octobre 2013, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Urgence Jeunes, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels tels qu'ils figurent en annexe du présent rapport, faisant apparaître un total de bilan de **1 751 709 €** et un résultat excédentaire de **12 276 €** sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur les points suivants :

- Les résultats des activités conventionnées ont un caractère provisoire dans l'attente des décisions des autorités de tarification,
- Le résultat des activités non conventionnées (gestion propre) est approuvé et affecté par l'Assemblée Générale de l'association sur proposition du Conseil d'Administration.

Par ailleurs je vous précise que mes contrôles ne s'étendent pas au compte administratif de votre CHRS présenté aux autorités de tarification.





## **Urgence Jeunes**

Association sans but Lucratif  
63, rue Vercingétorix  
75014 PARIS

### **II. Fondement de l'opinion**

#### **1. Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **2. Indépendance**

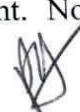
Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **III. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes :

- Dans le cadre de mon appréciation des principes comptables suivis par l'association, j'ai été conduit à examiner les modalités définitives d'arrêté des résultats des exercices précédents suite à l'avis des autorités de tarification assurant le financement des établissements : j'ai obtenu les éléments justifiant la manière dont ont été comptabilisés l'affectation définitive des résultats conformément aux décisions des dites autorités au cours de l'exercice et la manière dont ces arrêtés modifient ou non les comptes annuels des établissements,
- Le paragraphe « CREANCES » de l'annexe des comptes annuels détaille les modalités de dépréciation des créances ASE.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



## **Urgence Jeunes**

Association sans but Lucratif  
63, rue Vercingétorix  
75014 PARIS

### **IV. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

### **V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels**


Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.





## Urgence Jeunes

Association sans but Lucratif  
63, rue Vercingétorix  
75014 PARIS

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> juin 2018

Le Commissaire aux comptes

**Société PCA Conseils**

Représentée par Monsieur Patrice CASALS

# BILAN ACTIF

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

ACTIF	Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017			01/01/2016 au 31/12/2016
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	1 402	1 402		
Avances et acomptes				
Immobilisations Corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels				
Autres immobilisations corporelles	20 208	20 074	134	522
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations Financières (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immob. de l'activité portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	60 308		60 308	66 474
<b>TOTAL (I)</b>	<b>81 918</b>	<b>21 476</b>	<b>60 442</b>	<b>66 996</b>
Comptes de liaison				
<b>TOTAL (II)</b>				
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres appros				
En-cours de production (biens/services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Créances redevabl. et cptes rattach.	361 041	174 116	186 925	141 595
Autres	75 066		75 066	162 288
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 421 706		1 421 706	1 119 364
Charges constatées d'avance (3)	7 570		7 570	42 050
<b>TOTAL (III)</b>	<b>1 865 383</b>	<b>174 116</b>	<b>1 691 267</b>	<b>1 465 297</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecart de conversion actif (VI)				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>	<b>1 947 302</b>	<b>195 592</b>	<b>1 751 709</b>	<b>1 532 293</b>

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an (brut)

(3) Dont à plus d'un an



# BILAN PASSIF

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

<b>PASSIF</b>	Du 01/01/2017 au 31/12/2017	Du 01/01/2016 au 31/12/2016
<b>FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise		
Réserves indisponibles		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	939 556	863 388
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	12 276	84 591
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise	37 271	28 847
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
<b>TOTAL (I)</b>	<b>989 103</b>	<b>976 826</b>
<b>Comptes de liaison</b>		
<b>TOTAL (II)</b>		
<b>Provisions pour risques et charges</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	51 049	35 843
<b>TOTAL (III)</b>	<b>51 049</b>	<b>35 843</b>
<b>Fonds dédiés</b>		
Sur subventions de fonctionnement	328 801	119 121
Sur autres ressources		
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>328 801</b>	<b>119 121</b>
<b>DETTES (1)</b>		
Dettes financières		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières divers (3)		450
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	224 992	282 940
Dettes fiscales et sociales	157 605	114 176
Redevables créditeurs		
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	159	2 937
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL (V)</b>	<b>382 756</b>	<b>400 503</b>
<b>Ecart de conversion passif</b>	(VI)	
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>	<b>1 751 709</b>	<b>1 532 293</b>

(1) Dont à plus d'un an

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

(3) Dont emprunts participatifs

382 756

400 503

# COMPTE DE RÉSULTAT

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

	Du 01/01/17 au 31/12/17	Du 01/01/16 au 31/12/16
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION (1)</b>		
Ventes de marchandises		
Production vendue de biens		
Production vendue de services	1 161 107	857 925
Production vendue de travaux		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	991 326	945 501
Reprises sur provisions, amortissements et transferts de charges	5 586	4 452
Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs		4 550
Cotisations		
Autres produits (hors cotisations)	1 151 186	1 140 861
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>3 309 205</b>	<b>2 953 288</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION (2)</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achats de matières premières et de fournitures		
Variation de stocks de matières premières et de fournitures		
Achats d'autres d'approvisionnements		
Variation de stocks d'approvisionnements		
Autres achats et charges externes *	2 141 355	1 941 280
Impôts, taxes et versements assimilés	40 471	33 500
Salaires et traitements	539 561	462 333
Charges sociales	318 655	273 842
Dotations aux amortissements, dépréciations et engagements		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	388	390
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	7 950	23 100
Dotations aux provisions, engagements à réaliser sur ressources affectées	224 887	126 754
Subventions accordées par l'association		
Autres charges	71	6 587
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>3 273 339</b>	<b>2 867 786</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I) - (II)</b>	<b>35 867</b>	<b>85 503</b>
Opération en commun, Bénéfice attribué ou Perte transférée (III)		
Opération en commun, Perte supportée ou Bénéfice transféré (IV)		
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	859	1 804
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)</b>	<b>859</b>	<b>1 804</b>



# COMPTE DE RÉSULTAT

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

	Du 01/01/17 au 31/12/17	Du 01/01/16 au 31/12/16
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		18
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (VI)</b>		<b>18</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (V) - (VI)</b>	<b>859</b>	<b>1 786</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)</b>		
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	22 665	
Sur opérations en capital	1 585	2 353
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)</b>	<b>24 250</b>	<b>2 353</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII) - (VIII)</b>	<b>-24 250</b>	<b>-2 353</b>
Impôt sur les bénéfices	199	344
<b>SOLDE INTERMÉDIAIRE</b>	<b>12 276</b>	<b>84 591</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>3 310 064</b>	<b>2 955 092</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>3 297 788</b>	<b>2 870 501</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT (3)</b>	<b>12 276</b>	<b>84 591</b>
<b>ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
<b>PRODUITS</b>		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
<b>TOTAL PRODUITS</b>		
<b>CHARGES</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL CHARGES</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>12 276</b>	<b>84 591</b>

\* Y compris : Redevances de crédit-bail mobilier  
Redevances de crédit-bail immobilier

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) Compte tenu d'un résultat exceptionnel avant impôt de

22 665  
-24 250

-2 353

## **ANNEXE**



# ANNEXE

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

## FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2017 dont le total est de 1 751 709.29 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un bénéfice de 12 275.87 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

D'autre part, aucun fait significatif ne mérite une information particulière.

## RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été établis et présentés suivant les dispositions résultant du règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et suivant les normes particulières définies par le règlement du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) n° 99-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

## IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Mat.de bureau & informatique

3 ans

## IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les immobilisations financières sont constituées de cautionnements versés.

## CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Une provision pour dépréciation a été dotée pour 7 950€.

Une reprise de provision a été comptabilisée pour 200€.

Les dépréciations s'élèvent à 174 116€ au 31 décembre 2017 et concernent les créances ASE non réglées pour la période de 2014 à 2017.

# ANNEXE

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

CADRE A		IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations	
				suite à réévaluation	acquisitions
INCORPOR.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	1 402		
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions	Sur sol propre Sur sol d'autrui Inst. générales, agencés & aménagés construct.			
	Installations techniques, matériel & outillage industriels				
		Inst. générales, agencés & aménagés divers	23 149		
	Autres immos corporelles	Matériel de transport Matériel de bureau & mobilier informatique Emballages récupérables & divers	20 208		
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL		43 357		
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières		66 474		8 783
TOTAL			66 474		8 783
TOTAL GENERAL			111 234		8 783

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
			par virt poste	par cessions		
INCORPOR.	Frais d'établissement & dévelop.	TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL			1 402	
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre Sur sol d'autrui Inst. gal. agen. amé. cons				
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.					
		Inst. gal. agen. amé. divers		23 149		
	Autres immos corporelles	Matériel de transport Mat. bureau, inform., mobilier Emb. récupérables & divers			20 208	
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL			23 149	20 208	
FINANCIERES	Particip. évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts & autres immob. financières			14 949	60 308	
TOTAL				14 949	60 308	
TOTAL GENERAL				38 098	81 918	



# ANNEXE

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortis sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement, développ.	<b>TOTAL</b>				
Autres immobilisations incorporelles	<b>TOTAL</b>	1 402			1 402
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst. générales agen. aménag.				
Inst. techniques matériel et outill. industriels					
	Inst. générales agencem. aménag.	23 149		23 149	
Autres immob. corporelles	Matériel de transport				
	Mat. bureau et informatiq., mob.	19 686	388		20 074
	Emballages récupérables divers				
	<b>TOTAL</b>	42 835	388	23 149	20 074
	<b>TOTAL GENERAL</b>	44 237	388	23 149	21 476

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES						
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amorts fin de l'exercice
		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissements								
TOTAL								
A. Immob. incorpor.								
TOTAL								
Terrains								
Constr.	Sur sol propre							
	Sur sol autrui							
	Inst. agenc. et amén.							
Inst. techn. mat. et outillage								
A. Immo. corp.	Inst. gales, ag. am div							
	Matériel transport							
	Mat. bureau mobilier inf.							
	Emballages réc. divers							
TOTAL								
Frais d'acquisition de titres de participations								
TOTAL GÉNÉRAL								
Total général non ventilé								

CADRE C		Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler						
Primes de remboursement des obligations						

# ANNEXE

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

**TABEAU DES PROVISIONS**

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Prov. pour reconstit. gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissements				
	Provisions pour hausse des prix				
	Amortissements dérogatoires				
	<i>Dont majorations exceptionnelles de 30 %</i>				
	Pour prêts d'installation				
	Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL</b>					
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Prov. pour garanties données aux clients				
	Prov. pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change				
	Prov. pour pensions et obligations similaires	35 843	15 207		51 049
	Provisions pour impôts				
	Prov. pour renouvellement des immobilisations				
	Prov. pour gros entretien et grdes réparations				
	Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer				
	Autres provisions pour risques et charges				
<b>TOTAL</b>		<b>35 843</b>	<b>15 207</b>		<b>51 049</b>
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations				
	- incorporelles				
	- corporelles				
	- Titres mis en équivalence				
	- titres de participation				
	- autres immobs financières				
	Sur stocks et en cours				
	Sur comptes clients	166 366	7 950	200	174 116
	Autres provisions pour dépréciation				
<b>TOTAL</b>		<b>166 366</b>	<b>7 950</b>	<b>200</b>	<b>174 116</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>		<b>202 209</b>	<b>23 157</b>	<b>200</b>	<b>225 165</b>
Dont provisions pour pertes à terminaison					
Dont dotations & reprises			23 157	200	

**Titre mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée**



# ANNEXE

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

## ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	60 308		60 308
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	174 516	174 516	
	Autres créances clients	186 525	186 525	
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	71	71	
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	coll. publiques	799	799	
	Autres impôts, taxes & versements assimilés	58 283	58 283	
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres)	15 913	15 913	
	Charges constatées d'avance	7 570	7 570	
<b>TOTAUX</b>		<b>503 985</b>	<b>443 677</b>	<b>60 308</b>
Renvois	(1) Montant			
	(2) des			
	(2) Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)			



# ANNEXE

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

## CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	7 570
Financières	
Exceptionnelles	
<b>TOTAL</b>	<b>7 570</b>

## PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	59 082
Disponibilités	
<b>TOTAL</b>	<b>59 082</b>

# ANNEXE

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

## TABEAU DE VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS

L'association gère un Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale dans le cadre du programme 177 "Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables", sous le contrôle d'un tiers financeur (la DRIHL de Paris). Le résultat de l'exercice encore sous contrôle du tiers financeur figure dans les fonds associatifs. Il sera affecté après décision en N+2, en réserves, provisions ou en atténuation des résultats futurs.

Le compte "report à nouveau" est utilisé pour l'affectation, par l'organe statutairement compétent, des excédents et des déficits qui impactent les fonds propres de l'association.

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Écart de réévaluations sans droit de reprise				
Fonds associatifs avec droit de reprise	28 847	8 424		37 272
Écart de réévaluations avec droit de reprise				
Réserves				
Report à nouveau	863 388	76 168		939 556
Résultat comptable de l'exercice antérieur	84 591	12 276	84 591	12 276
Subventions d'investissement non renouvelables				
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
TOTAUX	976 826	96 869	84 591	989 103



# ANNEXE

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

## TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

A la date de notification des subventions de fonctionnement, le produit d'exploitation est constaté pour le montant total de la subvention. A la clôture, dès lors que la subvention finance un projet débutant l'exercice suivant, un produit constaté d'avance est enregistré à hauteur du montant de la subvention.

Si le projet est rattaché au même exercice que la subvention, des fonds dédiés sont comptabilisés.

Ces "fonds dédiés" sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par les tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard. Le tableau ci-dessous donne le détail des fonds dédiés.

Ressources	Situations	Année	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
				A	(7895 ou 7897) B	(6895 ou 6897) C	D = A-B+C
ASE		2017	119 121	119 121		209 680	328 801
<b>TOTAL</b>			<b>119 121</b>	<b>119 121</b>		<b>209 680</b>	<b>328 801</b>

# ANNEXE

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

## ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)				
Fournisseurs & comptes rattachés	224 992	224 992		
Personnel & comptes rattachés	46 721	46 721		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux	68 105	68 105		
Etat & Impôts sur les bénéfices	1 059	1 059		
autres Taxe sur la valeur ajoutée				
collectiv. Obligations cautionnées				
publiques Autres impôts, tax & assimilés	41 720	41 720		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés				
Groupe & associés (2)				
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)	159	159		
Dette représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAUX</b>	<b>382 756</b>	<b>382 756</b>		

- Renvois (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice  
 Emprunts remboursés en cours d'exer.  
 (2) Montant divers emprunts, dett/associés



# ANNEXE

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

## CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

MONTANT

Emprunts obligataires convertibles

Autres emprunts obligataires

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Emprunts et dettes financières divers

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Dettes fiscales et sociales

Dettes sur immobilisations et comptes rattachés

Autres dettes

161 272

39 995

**TOTAL DES CHARGES À PAYER**

**201 267**

# ANNEXE

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

## INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 51 049.34 Euros.

Cet engagement a été comptabilisé.

Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivants :

Taux d'actualisation 2.03 %

Table de mortalité INSEE 2012-2014

Départ volontaire à 67 ans

Progression de salaire : 1%

Taux de charges sociales : 60%

Taux de turn-over : moyen

Convention collective : FEHAP 51

Cette indemnité correspond au montant des droits qui seraient acquis par les salariés en matière d'engagement de retraite en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'association à l'âge de la retraite.

Cette information est conforme à la loi 123-13 du Code de Commerce.

La dotation de l'année est de 15 206.79€.



# ANNEXE

**URGENCE JEUNES**

**Du 01/01/2017 au 31/12/2017**

## COMMISSAIRES AUX COMPTES

Informations requises par l'article R 123-198-9° du Code de Commerce :

Le montant total des honoraires du Commissaire aux comptes figurant au compte de résultat s'élève à 5 004 € TTC.

# ANNEXE

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

## RÉMUNÉRATIONS DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 sur le volontariat associatif, l'association doit indiquer, dans l'annexe aux comptes annuels, le total des rémunérations et avantages versés aux trois plus hauts cadres dirigeants. L'information qui serait fournie dans le cadre de cette obligation reviendrait à donner la rémunération d'une seule personne, ce qui serait contraire aux règles de confidentialité en matière de publicité des rémunérations et avantages.

Les membres du Conseil d'Administration, dirigeants au sens de l'instruction fiscale 44-5-06 du 18 décembre 2006, exercent bénévolement leur mandat. Aucune rémunération en espèces ou en nature ne leur est versée à titre personnel.



# VENTILATION DU RESULTAT

URGENCE JEUNES

Du 01/01/2017 au 31/12/2017

Activités	Résultat Comptable	Reprise Année n-2 (1)	Résultat "Gestion"	Résultat Financeurs	Résultat Association
Chrs	30 317	3 116	33 433	35 531	-2 098
Ase	0		0		0
Pph	18 605		18 605		18 605
Iml	-2 635		-2 635		-2 635
Association	-3 990		-3 990		-3 990
Lycjm	-30 021		-30 021		-30 021
<b>TOTAL</b>	<b>12 276</b>	<b>3 116</b>	<b>15 392</b>	<b>35 531</b>	<b>-20 139</b>

(1) Reprise année n-2 des résultats des tiers financeurs

Les résultats de l'année N-2 des budgets dits "sous tutelle" sont inscrits aux comptes "résultats sous contrôle de tiers financeurs",

Les comptes principaux de Report à nouveau (110000 et 119000) enregistrant les résultats dégagés sur la gestion propre de l'Association.